



Justice, Paix, Intégrité de la Création et Dialogue Interreligieux

BULLETIN DES SPIRITAINS N° 4 - AVRIL 2017

CONGRÉGATION DU SAINT-ESPRIT - CLIVO DI CINNA, 195 - ROMA. Tél. +39 0635404610 e-mail: jpica@cssproma.com

INTÉGRATION DE LA PROMOTION DE LA PAIX DANS LA MISSION SPIRITAINE

Jude Nnorom, CSSP.

Le message du pape François pour la Journée mondiale de la Paix en 2017 est intitulé : *Non-violence, un style de politique pour la Paix*. Dans ce 50^e message pour la journée de la Paix, le pape rappelle les paroles de son prédécesseur, le bienheureux Paul VI : « La paix est la seule vraie orientation du progrès de l'humanité - et non les tensions créées par les ambitieux nationalismes, ni les conquêtes par la violence, ni les répressions qui ne servent qu'à maintenir un faux ordre civil. » Les répressions politiques, la violence et les conflits font régresser l'humanité, tandis que la paix renforce le potentiel humain pour le bien. Le pape François nous invite à reconnaître dans la promotion de la paix un style de politique qui soutient la non-violence, tout en reconnaissant la nécessité de promouvoir notre potentiel humain de promotion de la paix et de résolution paisible des conflits. Dans ce sens la paix cherche à réprimer la violence structurelle, en défendant un changement constructif des structures qui génèrent et soutiennent les conflits dans le

MESSAGE DU PAPE FRANÇOIS, POUR LA CELEBRATION DE LA 50^{EME} JOURNEE MONDIALE DE LA PAIX

**La non-violence: style d'une
politique pour la paix**

monde. Le pape rappelle aux acteurs politiques que les objectifs politiques s'atteignent par des moyens pacifiques et non-violents. Son message souligne aussi les initiatives catholiques de promotion de la paix. C'est une façon de reconnaître le témoignage de la mission catholique et sa présence dans les régions de conflit dans le monde. Une présence non violente et non partisane, qui continue à servir et les

victimes et les auteurs de conflits. Nul doute qu'une telle présence fait courir un risque ! Elle expose les missionnaires à de graves dangers. Parfois leur présence en zone de conflits est mal interprétée et prise pour un soutien aux belligérants ! D'autres fois leur impartialité est vue comme de l'indifférence ! Néanmoins le choix des

missionnaires de rester dans une zone de conflits, quand les agences internationales, les ONG, les Nations Unies et d'autres plient bagage et s'en vont, est un style de politique à la fois prophétique et courageux.

Les spiritains et d'autres congrégations missionnaires catholiques font courageusement progresser ce style de politique de nos jours. Ils intègrent la promotion de la paix dans les activités de la mission. Bien que la promotion de la paix n'ait pas été leur premier but missionnaire, ils l'y incorporent quand c'est nécessaire. Dans leurs activités d'éduca-



tion et de formation, dans la défense des secours humanitaires, dans les programmes sanitaires et autres, les spiritains incorporent la promotion de la paix, cherchant à intervenir pastoralement et socialement, avant, durant et après les situations de conflits. Nos confrères, John Skinnader, Boniface Mwue-ma, Nolasco Mushi, et Peter Kiarie poursuivent courageusement leur ministère d'éducation, leur travail pastoral et

Dans ce numéro:

- ♦ INTÉGRATION DE LA PROMOTION DE LA PAIX DANS LA MISSION SPIRITAINE
- ♦ ÉCOSSES DE PROMOTION DE LA PAIX EN SUD-SOUDAN
- ♦ PETIT PROJET DE PROMOTION DE LA PAIX EN SIERRA LEONE
- ♦ LA PRÉSENCE : UNE RÉPONSE HUMANITAIRE ET UNE SOURCE DE PAIX EN PAYS DE GUERRE
- ♦ MINISTÈRE EN ZONES DE CONFLITS
- ♦ NOTRE TEMPS : ÂGE DE SÉCULARISATION OU CENTENAIRE DE DIEU ?

la promotion de la paix au Sud Soudan, malgré les accords de paix non respectés et le conflit apparemment insoluble dans le plus récent pays d'Afrique. La guerre au Soudan du Sud est décrite comme « une sale affaire... qui inévitablement nous dégrade tous... qui diminue notre humanité aussi fermement que nous dés-humanisons nos adversaires... qui a rendu plus tranchante la différence entre 'eux' et 'nous'. » Brian Starken partage son expérience quand il a été 'poussé' à la promotion de la paix, au moment où la guerre au Libéria est entrée en Sierra Leone. Michael Kilkenny parle de la présence spiritaine durant la guerre en Angola. Néanmoins, malgré le risque de rester avec la population locale, le choix des missionnaires spiritains d'être présents, incognito, a été reconnu par les gens simples comme une « réponse humanitaire et une forme de promotion de la paix ». John Kingston réfléchit sur une question souvent posée durant les conflits : qui d'autre aurait le courage d'être sur la route sous le bruit des bombes et des mitrailles ? Seulement les trois 'M' : les militaires, les 'malades' et les missionnaires ! Pendant que les militaires continuent leurs tirs, que les fous ignorent ce qui se passe autour d'eux, les missionnaires poursuivent leur ministère malgré le conflit qui dure. Dans toutes les situations de conflit, nos confrères offrent l'espérance au milieu de la guerre, utilisant leur impartiale présence pour donner un témoignage.

Autre style de politique de la Paix : la prévention des guerres et des conflits.

Mgr Mário Clemente Neto, ancien évêque de Tefé au Brésil partage son expérience de l'attention portée à l'intégrité de la création. Dans la section interreligieuse, Bill Headley souligne l'importance de la religion et des pratiques religieuses dans notre monde. Notre ministère interreligieux, dit-il, est aussi une forme de promotion de la paix, dans un monde qui souvent est divisé pour des questions d'identité religieuse.

Dans ce numéro de notre Lettre, nous vous invitons à explorer les expériences de ces confrères qui ont intégré la promotion de la paix dans la mission. Nous les remercions, ainsi que beaucoup d'autres qui partagent des expériences similaires. Nous sommes aussi très attentifs à d'autres confrères, qui ont vécu des expériences traumatisantes dans des zones de conflits. Beaucoup ne désirent pas parler de leur expérience; cela ferait revivre des souvenirs trop cruels et raviver des blessures. Ce numéro est un rappel de leurs souffrances et un encouragement à réfléchir et à partager encore sur les initiatives spiritaines de promotion de la paix. Il nous invite aussi à être plus attentifs aux frères et sœurs qui sont exposés à la brutalité des guerres et des conflits dans leur mission. Les con-

frères qui sont morts dans les conflits et les guerres, nous les saluons, nous nous souvenons de leur courage et les confions à la miséricorde du Seigneur.

Défunt José célébrant la Messe à Kwadabeka, Durban, Afrique du Sud

Nous tenons aussi à honorer la mémoire de notre confrère José Manuel Sabença. Il était 2nd Assistant du supérieur général, responsable pour JPIC au conseil général. Nous prions pour lui et le remercions pour son engagement en faveur de JPIC et nous lui disons en zoulou « *Hambe Kahle!* »

Paix à vous tous !



DÉFUNT P. JOSÉ SABENÇA, CÉLÉBRANT LA MESSE À KWADABEKA, DURBAN, AFRIQUE DU SUD

ÉCOSSES DE PROMOTION DE LA PAIX EN SUD-SOUDAN



CONFRÈRES DANS LE MINISTÈRE AU SOUDAN DU SUD

Tu m'as demandé de raconter un peu comment nous, Spiritains, sommes engagés dans la promotion de la Paix depuis notre arrivée ici il y a quatre ans. Malheureusement nous n'avons pas de grandes réalisations à raconter dans ce

domaine; nous accomplissons simplement notre travail pastoral et éducatif, ce qui, nous l'espérons, contribue à la promotion de la paix dans ce peuple.

Mon travail actuel est au Petit Séminaire

John Skinnader, CSSp

de Mapuordit. Nous avons 45 élèves, venant de toutes les paroisses du diocèse de Rumbek. C'est une réalité importante, car au Soudan du Sud les clans Dinka sont constamment en guerre et s'entre-tuent, mais ici au Séminaire nous avons des garçons de tous les clans du diocèse et ils vivent ensemble dans la paix. C'est pour eux une occasion de se connaître et de parler ensemble, pour comprendre d'où vient que leurs clans et leurs communautés se disputent.

Le Père Boniface Mwuema Isenge (Kenyan) habite dans une nouvelle mission, à deux heures de voiture d'ici. C'est une zone de guerre entre clans et de grande insécurité. Boniface, par deux fois déjà, a eu les pneus crevés par des tirs et a été volé. Mais quand le gouvernement a lancé une initiative de promotion de la paix entre les clans, Boniface y a participé et durant une semaine il est

allé de communauté en communauté, où les chefs et les anciens se sont retrouvés pour parler de la violence continue dans leurs communautés. Le soir, ils immolaient un bouc ou deux, faisaient la fête et se donnaient la main pour faire la paix. Malheureusement les nouvelles dispositions de paix ne duraient qu'un mois environ. Il faudra encore immoler des boucs !!!

Nolasco Mushi et Peter Kiarie travaillent dans un autre groupe ethnique, les Jur Bel. Dans leur pastorale, ils s'emploient surtout à l'éducation. Dans les communautés Jur Bel et entre elles il n'y a pas de conflit majeur; c'est un peuple qui vit dans la paix.

Une des grandes initiatives de paix que nous soutenons, c'est le Centre de Paix du Bon Pasteur (*Good Shepherd Peace Center*), inauguré par le Nonce du Kenya en octobre. J'ai participé à cette cérémonie. Voici une description du projet de ce Centre.

Le projet, commun aux religieux du Sud Soudan, de construire à Kit près de Juba, un Centre de formation humaine, pastorale et spirituelle, pour la promotion de la paix et la guérison des traumatismes, au service de la population du Sud Soudan et du personnel de l'Église – laïcs, clergé et religieux – a été officiellement

été trouvés; ils ont suffi pour cette construction. Le Frère Denis a consacré bien des heures à la comptabilité et au budget de ce projet.

Des systèmes écologiques adéquats ont été mis en place : des panneaux solaires de 50 kW, un broyeur de paille et une presse pour les briques, remplaçant l'utilisation de bois de chauffage et de charbon, un système solaire pour l'eau chaude à la cuisine et à la buanderie, et une installation de traitement des eaux usées. Il y a quarante suites à deux lits et une hôtellerie de 60 places pour jeunes.

La première communauté à gérer le Centre est composée d'un prêtre combonien du Sud Soudan, deux membres de 'Solidarité avec le Sud Soudan' – un prêtre philippin de St-Vincent et une sœur américaine du Cœur Immaculée de Marie – plus un prêtre jésuite du Rwanda et un Frère Ougandais de St-Martin de Porrès. Ils vivent l'unité dans la diversité.



MISSIONNAIRES COMBONIENS À CÔTÉ DE LEUR VOITURE DÉTRUITE AU SOUDAN DU SUD

inauguré le 11 octobre 2014 par son Exc. Mgr l'Archevêque Paulino Lukudu Loro. C'est grâce à l'initiative et à la décision du Père Daniele Moschetti, président de l'Association, et du Frère combonien Hans Eigner, un ingénieur chevronné, que ce Centre existe; il est maintenant appelé 'Good Shepherd Peace Centre'.

Vu les conditions de guerre dans le pays et la difficulté que cela crée pour l'importation des matériaux et l'emploi de personnel qualifié, la réalisation de ce Centre est vraiment une œuvre remarquable. Plus de 2,7 millions de \$ US ont

L'existence du Centre montre que, malgré les obstacles, bien des choses peuvent se réaliser. C'est une source d'espérance pour le peuple sud soudanais et surtout pour ceux qui veulent aller là-bas.

Les 4 Spiritains sont aussi aumôniers de l'école secondaire de Lorette, où plus de cent filles venant de partout dans le pays sont scolarisées. Il y a là un 'club de paix' très actif. Je vous joins le dernier bulletin de nouvelles de ce club.

Ci-après un rapport du Frère Bill, qui coordonne la Solidarité pour le Sud Soudan. Cela donne un aperçu de ce qui est vécu ici.

Signification du non-sens

La violence absurde continue au Sud Soudan et une fin prochaine des conflits s'éloigne de plus en plus. Il est difficile d'être au clair sur ce qui se passe exactement, tant il y a de déni de la vérité et de fausse information et de désinformation. Il a été rapporté hier que « le Ser-



vice de sécurité nationale du Sud Soudan a arrêté et torturé un journaliste, à cause d'un article qui, par allusion, a critiqué le président Salva Kiir, l'accusant de mal servir le pays ». Le rapport dit ceci : « Le Sud Soudan a intensifié des mesures sévères contre les journalistes depuis mi 2013, avant que ne commence la guerre civile, qui dure encore ». Il y a souvent des rumeurs de guerre et des menaces d'attaques, qui n'ont jamais lieu, mais il est vrai aussi qu'entrer dans les zones de guerre est interdit à ceux qui pourraient faire des rapports critiques.

Une opinion personnelle sur ce que je pense qui est en train de se passer, suite à ce que je lis, entends et vis : le commun du peuple est blessé par ce que leur pays est devenu. Hier, notre cuisinier local était en colère parce que deux individus avaient essayé d'entrer par effraction dans son tukul (maison) la nuit précédente. Heureusement il y avait une porte solide et du bruit a effrayé et éloigné les intrus, mais les petites gens se sentent en insécurité. Beaucoup de gens, y compris des soldats et des policiers, n'ont pas été payés. Ils ne peuvent acheter de la nourriture, alors ils prennent chez les autres ce dont ils ont besoin. C'est compréhensible, mais quand le droit et l'ordre déclinent, le pillage opportuniste, le vol et l'homicide augmentent. Il y a beaucoup de braves gens ici, venant de pays voisins, qui rendent des services vitaux pour le Sud Soudan, mais il y a aussi ceux qui arrivent parce qu'ici il y a plus d'occasions de voler sans se faire prendre. Notre financier, Kényan, a été pris à mal par trois hommes armés, qui l'ont guetté à la sortie d'un restaurant. Ils lui ont volé ses biens personnels et notre voiture. Il les a reconnus, à leur accent et à leur aspect, comme Ougandais.

On m'a dit que le Sud Soudan compte plus de 600 « généraux », reconnus seu-

lement par les États-Unis et la Russie, mais travaillant dans un rayon beaucoup plus restreint ! Certains commandent les troupes du gouvernement et certains font partie de l'opposition, mais d'autres ont tout simplement leur propre milice; beaucoup ont changé de bord, certains sont revenus, depuis que le conflit a éclaté en décembre 2013. La principale préoccupation de bien des généraux, et des troupes qu'ils commandent, va à leur groupe ethnique. Ils sont forts dans leur zone d'origine, mais sont liés seulement de loin au gouvernement ou à leurs meneurs de l'opposition. En d'autres termes, Salva Kiir et Riek Machar ne parlent pas et ne décident pas pour eux. La situation au Sud Soudan a glissé de la guerre civile vers l'anarchie. Celle-ci est d'autant plus difficile à résoudre si elle est liée à de profonds ressentiments tribaux.

Un écrivain local, Jacob Lagu, met en garde que la violence au Sud Soudan polarise les communautés : « La guerre est une sale affaire. Elle nous dégrade tous. Elle nous fait perdre notre humanité aussi sûrement que nous déshumanisons nos adversaires. Nous sommes enfermés dans des discours de conflits et de victimes. Chaque côté est fortement convaincu d'être victime de l'injustice. Tous pensent que leur adversaire est



PAS DE PLACES POUR S'ABRITER DES BOMBES !

l'agresseur non repentant. Ce qui rend cette situation particulièrement pernicieuse, c'est le tribalisme. Celui-ci nous conduit à assimiler une personne à sa communauté. Cela a renforcé la distinction entre 'eux' et 'nous'. Cela nous a conduits à la tragique calamité de la punition collective ».

Il est clair que le gouvernement est dans une position plus forte que quand le conflit a commencé. Les Dinka dominent l'armée du gouvernement, et cette armée est mieux équipée que les rebelles. Le décret du président, créant 28 États, avait clairement pour but de mettre davantage de régions sous le contrôle des Dinkas. Il y a eu aussi une tactique évidente de déstabilisation de zones qui étaient restées paisibles durant les premières années du conflit, par des at-

taques contre les civils, de la part de « soldats inconnus ». C'est ainsi que Juba est tout à fait sûr, tandis que Yei est empêtré dans une misère sans loi. Il n'est tout simplement pas clair qui est en train de combattre qui. Hier, trois autobus de gens de Juba allant vers l'Ouganda ont été attaqués sur l'autoroute. Le bus Eco, celui qui appartient aux Dinka, est le seul à avoir été brûlé. Ce qui s'est passé n'est pas clair, mais il semble que toute personne identifiée comme Dinka a été exécutée ou mise en

prison. Pour moi, le conflit entre dans une nouvelle phase de guérilla de résistance au gouvernement mené par les Dinka. De telles situations peuvent durer des années.

À certains la situation peut apparaître désespérante, mais il y a beaucoup de braves gens qui offrent leur soutien et une assistance pratique à la population du Sud Soudan. Nous pouvons commencer par créer des « poches de paix », à partir desquelles la paix peut s'étendre. Nous allons sous peu ouvrir le « Good Shepherd Peace Centre », une initiative des religieux réunis du Sud Soudan. Il offrira des formations orientées vers la réconciliation et l'unité. Il sera un signe d'espérance, et une aide, en vue d'une paix durable.

- Frère Bill

PETIT PROJET DE PROMOTION DE LA PAIX EN SIERRA LEONE

La guerre civile a éclaté au Liberia fin 1989. En Sierra Leone, tout au long de l'année 1990, les débats n'ont cessé sur l'éventualité de voir le conflit gagner la Sierra Leone. L'opinion générale était que le problème concernait le Liberia et que la Sierra Leone ne serait pas touchée. C'était l'opinion du gouvernement, de l'armée et de la police, des simples gens et aussi des responsables religieux.

Un grand nombre de réfugiés étaient déjà entrés en Sierra Leone. Ceux d'entre eux qui avaient de l'argent ont réussi à gagner les grandes villes, comme Freetown, Bo et Kenema, où ils ont été, en fait, accueillis et logés chez leurs amis ou dans des familles. Ceux qui n'avaient pas de ressources sont restés dans des camps proches de la frontière et quelques ONG internationales les ont pris en charge : UNHCR et la Croix Rouge.

Travail avec les réfugiés libériens

À l'époque je travaillais au Centre pastoral de l'archidiocèse de Bo et les agences humanitaires ont demandé si elles pouvaient utiliser le Centre comme point de distribution de nourriture pour les « quelques centaines » de réfugiés libériens qui vivaient en ville. Pas de problème; ainsi j'ai eu ma première occasion de mettre la main à la pâte avec des réfugiés.

En mars 1991 des rumeurs ont commencé à filtrer que des incursions avaient été faites le long de la frontière à l'est et au sud de la Sierra Leone. Tout d'abord nous pensions que ces incursions avaient à faire avec un marché transfrontalier, vu que nombre de biens du Libéria passaient la frontière vers la Sierra Leone. En réalité ces attaques éclairs n'étaient autres que les premières incursions des rebelles en Sierra Leone – et la pays n'y

était en rien préparé. Les postes frontières de l'armée ont vite été défaits, les soldats s'étaient enfuis et les rebelles du

Front Uni Révolutionnaire (RUF) trouvaient la route ouverte pour entrer dans le pays.

Les premiers à en être brutalement affectés ont été les réfugiés libériens dans les camps le long de la frontière. Les ONG leur ont dit de marcher vers Bo et de s'arrêter au Centre pastoral !! Un samedi d'avril 1991, autour de 6.30, j'allais partir à l'église pour la messe. En ouvrant la

Brian Starken, CSSp





EXERCICE DE CONSTRUCTION DE LA PAIX EN SIERRA LEONE

nourriture, soins médicaux, eau, salubrité, vêtements et sécurité, et ce camp, en peu de temps, s'est peuplé de 80000 déplacés.

Travail de réconciliation

En 1994 on m'a demandé d'aller au bureau national de la Caritas à Freetown. La Caritas internationale était préoccupée de fournir une assistance humanitaire à

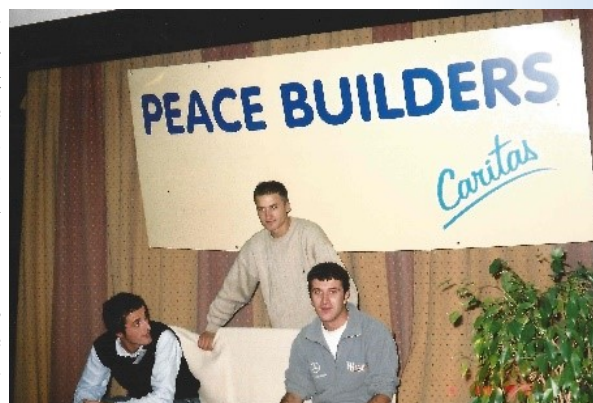
ceux qui étaient touchés par la guerre en Sierra Leone. J'ai étroitement collaboré à 'Catholic Relief Services' (USA) en mettant en place une Caritas Sierra Leone. Comme je cherchais à coordonner une réponse de l'Église à la crise, je me demandais souvent si nous, Église, ne devions pas promouvoir la paix et la réconciliation en Sierra Leone. L'assistance humanitaire (nourriture, abri, eau et santé) est vitale et importante quand on travaille auprès des réfugiés et des déplacés, mais l'Église est assurément bien placée pour commencer à construire la paix.

Lors d'une réunion de Caritas international, j'ai lancé l'idée d'une formation à la réconciliation en Sierra Leone. La réponse a été très positive et ils ont offert de soutenir ce projet.

J'ai rassemblé à Freetown un groupe de personnes intéressées et nous nous sommes mis à élaborer un plan. Nous avions peu de connaissance sur la résolution des conflits, mais dans le groupe il y avait beaucoup de gens d'expérience et de savoir, ce qui nous a permis d'avancer. Durant des mois nous avons cherché des informations sur le conflit et sur ce que les gens pensaient quant aux racines

et aux causes du conflit, comment ils en étaient touchés et sur ce qu'ils voyaient comme sujets importants à aborder pour cette réconciliation d'après-guerre. Nous avons parcouru le pays, visitant les gens dans les grandes villes et dans les camps de réfugiés. Nous avons invité des responsables religieux, des politiciens locaux, des chefs traditionnels, l'armée et la police, et les représentants de la société civile, pour qu'ils nous partagent leurs points de vue.

Le but de l'exercice était de trouver une aide pour mettre en place une 'formation des formateurs' de promotion de la paix, basée sur les besoins des gens, à l'usage de tout le personnel de l'Église catholique du pays. Nous avons eu la chance d'être aidés par une ONG de résolutions des conflits, la 'Conciliation Resources', basée à Londres. Ils ont entendu parler de ce que nous faisions et nous ont conseillés et guidés plusieurs fois, jusqu'à



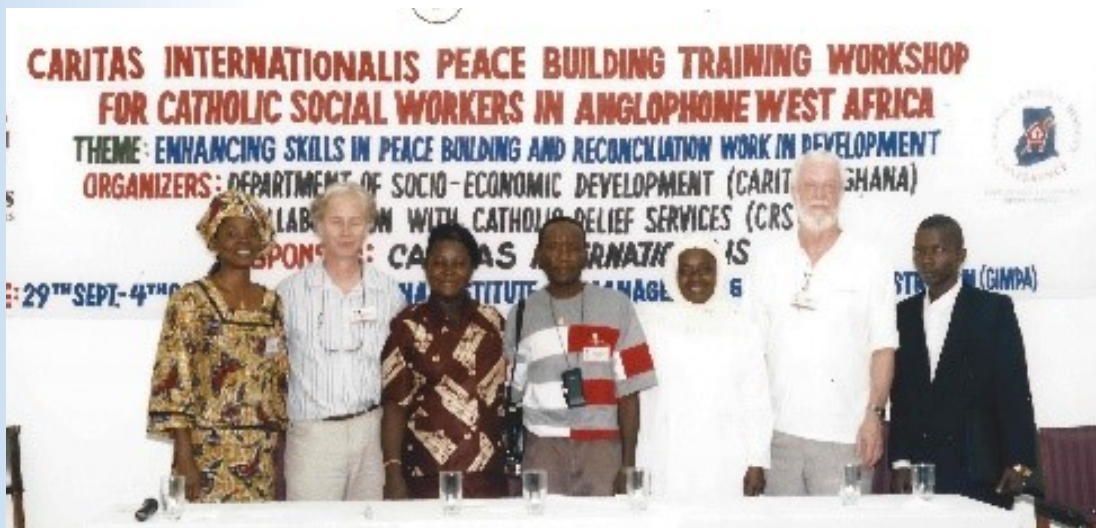
INSTRUCTEURS DE LA PROMOTION DE LA PAIX

ce que nous soyons prêts à appliquer notre plan.

Nous avons organisé une formation de 6 semaines pour évêques, prêtres, enseignants et catéchistes, qui devaient ensuite la mettre en pratique au niveau local – avec notre aide. Ce fut un grand succès et nous avons été contactés par d'autres ONG nationales et internationales travaillant sur le conflit pour offrir cette formation à leurs équipes des bureaux et du terrain.

Caritas internationale – Promotion de la paix

Lors de son assemblée générale en 1995, la Caritas internationale a décidé de faire de la réconciliation la priorité pour son mandat de 1995-1999. Elle a mis en place une équipe de travail, dont le responsable fut Mgr Francisco Claver des Philippines et où chaque région de Caritas était représentée. J'ai été chargé de la Région Afrique.



Durant ces quatre années, nous avons travaillé à élaborer un Manuel de la Réconciliation pour les opérateurs de Caritas et de l'Église. Nous voulions être concrets et offrir des idées qui permettraient aux membres de mieux comprendre le conflit, de planifier la réconciliation comme partie intégrante de leurs activités quotidiennes et de chercher quelles activités convenaient à des Caritas d'Église, avec une insistance sur l'importance de garder une perspective culturelle dans notre travail.

Lors de l'assemblée générale de 1995, l'équipe de travail a été invitée à poursuivre son œuvre. Durant les quatre années successives, avec l'aide de Catholic

Relief Services et plusieurs experts dans le domaine de la résolution des conflits, nous avons préparé un Manuel de formation Caritas pour la promotion de la paix. Projet ambitieux, exposant la théorie et des exercices appropriés pour apprendre les savoir-faire dans tout le domaine du travail pour la paix.

La dernière ligne droite pour ce groupe de travail, durant son troisième mandat, ce fut l'application de ce programme de formation dans chaque région de la fédération Caritas. Pour moi ce fut une expérience extraordinaire. Nous avons pu contacter des gens remarquables, qui travaillent avec l'Église au niveau vraiment local, profondément engagés à

construire la paix dans leurs communautés et leurs régions.

Où que nous travaillions à la mission dans le monde, nous trouverons toujours des conflits et serons invités à les résoudre et à promouvoir la justice. Nous serons surtout invités à nous occuper de conflits « mineurs » dans les communautés, mais beaucoup de missionnaires travaillent dans des pays plongés dans des conflits internes ouverts. La promotion de la paix est toujours un défi. De même, travailler pour la justice. Mais quand nous travaillons pour la justice, nous travaillons aussi pour la paix.

LA PRÉSENCE : UNE RÉPONSE HUMANITAIRE ET UNE SOURCE DE PAIX EN PAYS DE GUERRE

Je suis arrivé en Angola à l'automne 1986. À cette époque, vivait une génération d'Angolais qui n'avaient connu que la guerre. Ma première affectation, avec un autre confrère, a été pour Malanje, une grande capitale provinciale dans la partie centre-nord de l'Angola, à peu près à 450 kms de Luanda, la capitale. Après un temps d'apprentissage de la langue, le Kimbundu, chacun s'est vu confier la responsabilité de petites communautés catholiques dans un rayon de 45 kms du centre. J'avais quelques 20 communautés, ou plus, à visiter régulièrement, ainsi que d'autres dans la ville elle-même.

Durant mes premières années en Angola il y avait toujours une limite impossible à franchir. C'était la frontière entre le territoire contrôlé par le gouvernement et l'autre, contrôlé par l'UNITA. Avec les années, la limite se rapprocha toujours plus de la ville de Malanje. Quand les partis conclurent un accord de paix en 1991 et arrivèrent à des élections claires et libres en septembre 1992, à peine plus qu'un rayon de 10 kms autour de la ville était contrôlé par le gouvernement. Quand les communautés dont j'étais responsable tombèrent toujours plus sous le contrôle de l'UNITA, je décidai de poursuivre mes visites, au prix d'un double risque. Comment les soldats du gouvernement chargés du contrôle à la frontière allaient-ils réagir, me voyant aller là où eux-mêmes ne pouvaient pas aller ? Et quelle serait la réaction de l'UNITA quand ils me verraient pénétrer leur territoire ? Durant ces déplacements, en plus des services religieux, nous emportions toujours des secours médicaux pour

les malades dans ces villages perdus.

L'été 1991 j'ai remplacé un autre spiritain dans la mission de Cacuso, à 70-80 kms de Malanje. C'était la seule ville en dehors de la capitale provinciale à être encore sous le contrôle du gouvernement. Pendant ma première année, il y avait beaucoup d'entraîn chez les gens, dans la perspective d'une paix durable. Les routes étaient de nouveau ouvertes à la circulation et les partis politiques sortaient leurs affiches en vue des élections. Avec les quatre sœurs dominicaines de la ville nous avons envisagé de rouvrir une école primaire, récemment redevenue propriété de l'Église. Nous avons trouvé l'argent pour 200 bancs d'école, que nous avons commandés à une usine de Luanda. Puis nous avons loué deux wagons pour les transporter à la mission. De nouvelles fenêtres et des portes ont été commandées chez des artisans locaux. En même temps un sponsor s'est dit d'accord pour payer un nouveau centre multifonction pour la formation des responsables de communautés locales. Cela incluait un bâtiment de 30 chambres à coucher, pour accueillir les participants venant de communautés rurales.

Les élections générales en septembre 1992

Je vais résumer le travail dans lequel moi-même et les sœurs dominicaines étions engagés à Cacuso, sous les titres suivants : Défense, Réponses aux urgences et « Présence ».

Défense : Quand le résultat de l'élection a donné la victoire au parti au gouvernement, le MPLA,

Michael Kilkenny, CSSP

il fut très vite clair que l'UNITA, le mouvement qui gagnait manifestement la guerre, n'allait pas accepter sa défaite aux élections. Après



trois semaines de pourparlers entre les deux partis, conduits par l'ONU en vue de former un gouvernement d'unité nationale, la guerre a éclaté de nouveau.

À Cacuso, durant les trois semaines de discussions, l'UNITA est entrée et a pris le contrôle de la ville sans un coup de feu. Toute la Province était à présent sous le contrôle de l'UNITA, excepté la ville de Malanje. Quand les hostilités ont éclaté, les forces de paix de l'ONU



sont sorties précipitamment du pays, qui a été abandonné à son propre sort. Dans ce nouveau scénario politique et militaire, l'UNITA contrôlait 80% du pays, mais seulement deux des 18 capitales provinciales. Quand l'UNITA s'est installée pour gouverner la ville, des gens commencèrent à disparaître de chez eux la nuit. Ils avaient été arrêtés de nuit et n'ont jamais été revus vivants. Il s'est avéré que ceux qui disparaissaient ainsi avaient participé à l'organisation des élections en ville. L'UNITA en a conclu qu'ils avaient été déçus par une victoire électorale obtenue par la fraude et ceux qui avaient participé à cette mascarade d'élection devaient payer le prix ultime.

La population locale Kimbundu, qui était d'abord restée calme quand l'UNITA a pris le pouvoir, vivait à présent dans la peur, vu que personne ne savait qui serait le prochain à disparaître. Beaucoup cherchèrent à revenir à Malanje toujours tenue par le gouvernement, mais ceux qui étaient pris payèrent aussi le prix ultime. Durant les six premiers mois de nombreuses délégations de l'UNITA sont venues me rendre visite, exprimant leur intention de nous voir, nous missionnaires, nous soumettre à l'UNITA, moyennant quoi nous serions libres de poursuivre notre œuvre missionnaire. Je leur ai souvent demandé d'arrêter les enlèvements, mais il y eut peu de réponse. Plus tard, l'UNITA a fait sauter le pont qui menait à la ville de Malanje, établissant ainsi une nouvelle frontière.

Réponses aux urgences : Le lundi précédant le mercredi des Cendres 1993, 6 mois après les élections, j'ai organisé une rencontre avec les Sœurs et quelques autres personnes pour débattre de l'idée de réouverture de l'école primaire. Puis un message a été diffusé par le Quartier général de l'UNITA, disant que les forces du gouvernement avaient forcé le cordon de l'UNITA autour de Malanje et qu'elles arriveraient très probablement à Cacuso le lendemain. L'UNITA décida d'évacuer tout son personnel de la ville et demanda aux missionnaires d'en faire autant. Nous missionnaires étions devant un double choix : l'un était vocationnel et

l'autre politique. Partir, c'était trahir l'Évangile du Bon Pasteur qui reste avec son troupeau quand les loups de la guerre attaquent. L'autre était de nature plus politique. Il était essentiel que, comme missionnaires, nous restions neutres dans une guerre civile et que nous donnions la même attention aux gens des deux bords. Finalement notre meilleure chance de survie était de rester neutres. Mais il fallait le tester. Et la preuve fut que nous étions unanimement d'accord de rester. Quand la nuit est tombée, on ne voyait pas âme qui vive dans la ville et l'on aurait entendu une aiguille tomber.

Comme prévu, l'attaque vint à l'aube. Elle dura seulement trois ou quatre heures, car il devint vite évident aux

reprenre la ville. Nous nous sommes vite abrités dans un coin du bâtiment de la mission, car la fusillade dura toute la journée. Il y eut beaucoup d'autres blessés et la mission continua à se remplir de gens traumatisés par la fusillade. Durant la semaine suivante, j'ai rassemblé tous les catéchistes que j'ai pu trouver et j'ai formé des équipes de trois pour qu'ils aillent enterrer les morts et évitent ainsi les désagréments qui pourraient s'en suivre. Cependant, des milliers de gens étaient dans leurs maisons, relativement heureux que leurs forces aient pu résister aux attaques de l'UNITA. Quand les attaques de jour cessèrent, des catéchistes sont venus me dire que de nuit ils entendaient des bruits de camions aux limites de la ville. Il devint clair que

l'UNITA préparait une autre attaque, dont personne ne savait l'échéance.

Elle vint à l'aube, une semaine après la précédente. À midi, ils avaient pratiquement fait fuir les troupes du gouvernement et tous les gens qui étaient encore en ville. Une roquette vint atterrir sur la véranda de la mission, et nous avons évacué les gens qui res-



MINISTÈRE AUPRÈS DES SOLDATS DURANT LA GUERRE

forces du gouvernement que l'UNITA ne cherchait pas à défendre la ville. En milieu d'après-midi, quelques personnes arrivèrent à la mission, amenant trois enfants, une fillette de 8 ans, un garçon de 5 ans et un bébé de 6 mois. Leurs parents avaient été fusillés devant leur maison, probablement parce qu'ils avaient été repérés comme Umbundu, qui sont beaucoup liés à l'UNITA. J'ai ouvert les portes de la mission et des dépendances internes pour y accueillit les gens qui fuyaient, craignant pour leur vie, devant ce qui se passait en ville. Les tueries continuèrent le lendemain. J'ai célébré les Cendres à l'église à 16 h. En dehors de la mission, sur un marché local à même pas 40 mètres, des gens étaient assassinés et souvent brûlés à intervalles réguliers. Jamais auparavant ni depuis, la liturgie et la vie n'ont été à ce point entrelacées.

De façon inattendue, l'UNITA a lancé une attaque le lendemain matin pour

taient dans la maison et autour, et nous avons ouvert l'église pour qu'ils puissent s'y abriter. Très vite des centaines d'autres les rejoignirent, fuyant par le complexe de la mission. La plupart pour-suivirent vers le sud, dans l'intention de rejoindre la capitale à 450 kms.

Le lendemain matin, je me tenais au milieu de l'église à regarder la scène qui se présentait. Des tas de gens étaient là, empilés dans tous les coins disponibles, terrifiés et vulnérables. Ce qui était normalement une maison de prière était devenu un camp de réfugiés. Les occupants étaient fatigués, affamés et traumatisés par ce qui s'était passé la veille. Je me demandais comment répondre à cette situation, quand arriva la sacristine. Elle m'a de suite proposé d'enlever le Saint-Sacrement et d'éteindre la lampe du sanctuaire. Ma réponse immédiate fut : non. Ici était le lieu privilégié où notre Dieu, tel que l'a révélé Jésus, pouvait être trouvé, au milieu des pauvres et des démunis, des isolés et des

perdus ! Et nous allions enlever la « Présence réelle », de telle sorte que « notre » Dieu ne soit pas dérangé par ce chaos ?

Présence missionnaire : un rapide bond en avant de 10 ans, en 2004. Notre chapitre général s'est tenu à Lisbonne au Portugal. Nous avons passé un week-end à Fatima, comme prévu par le programme. La sœur supérieure dominicaine qui avait vécu à Cacuso était à présent de retour au Portugal. Elle a organisé une rencontre avec plusieurs familles qui avaient fui vers la mission et puis ont trouvé leur nouvelle résidence au Portugal. Nous avons passé des heures à nous remémorer ce qui était arrivé. Tandis que nous missionnaires étions assez contents d'avoir pu offrir au moins un service limité à la communauté durant la guerre, les Angolais ont ex-

primé un point de vue différent. « Mais, Père », nous rappelèrent-ils, « vous n'avez jamais réalisé que, tandis que ce que vous avez fait était déjà merveilleux, pour les gens, votre principale contribution a été de rester avec eux. *Votre présence signifiait que l'UNITA était incapable de faire ce qu'ils voulaient et les a empêchés de faire bien pire.* » Je n'avais jamais vu, auparavant, la présence comme une réponse humanitaire. C'était une décision raisonnable et saine de rester à Cacuso. Dans d'autres guerres, comme en Sierra Leone, ou peut-être actuellement avec Boko Haram au Nigéria nord, rester avec les gens signifierait vraiment être d'accord avec eux. Pas un n'aurait voulu rester.

Quand le gouvernement a finalement repris Cacuso, en 1994, ils ont tenu un

rassemblement sur la place de la ville le lendemain. Ils ont publiquement remercié les missionnaires d'être restés avec les gens. Pour eux, nous avions réussi le test de la neutralité. Il a été reconnu, au moins par les forces du gouvernement, que nous n'avions pas pris position dans le conflit.

La guerre en Angola s'est enfin terminée en 2002, quand le chef de l'UNITA a été tué dans une embuscade. En réalité l'UNITA en avait assez de la guerre et le moral était au plus bas. Pour un peuple crucifié, s'applique fort bien le proverbe africain : « Quand deux éléphants luttent, c'est le plus gros qui souffre ». Tandis que notre présence politique a pu être jugée neutre, d'un point de vue religieux, croire en un Dieu qui se salit les mains, ne peut jamais être une présence neutre.

MINISTÈRE EN ZONES DE CONFLITS

John Kingston, CSSp.



Ma première affectation à la mission a été pour la Province d'Angola, fondée en 1977. J'y suis arrivé le 21 décembre de cette année-là et je suis revenu en Irlande, ma Province d'origine, en 1992, pour y travailler dans la formation. De ces quinze années passées en Angola, la guerre civile en a occupé quatorze, avec un an de répit en 1991. En 1984 la guerre s'est intensifiée dans la province de Malanje, où je travaillais, dans le diocèse du même nom, avec de jeunes confrères spiritains.

Une équipe internationale de 4 confrères était arrivée dans le diocèse en 1977. À la demande de l'évêque nous travaillions dans les missions, réparties dans plus de la moitié du diocèse. C'était à cause de la rareté des prêtres. En même temps nous dirigions un cours de catéchistes dans le complexe de la paroisse de la cathédrale. Nous visitions aussi les communautés que desservaient ces catéchistes. C'était un travail fort intéressant et réconfortant.

En 1984, quand l'UNITA était devenue

une présence presque permanente dans la région de Malanje, les routes étaient devenues dangereuses. Les catéchistes étaient de plus en plus dérangés par les vols de MIG passant au-dessus de leurs têtes. Ils étaient en souci pour leurs familles restées au village. Nous avons dû interrompre les cours et les renvoyer à la maison. Nous avons poursuivi la visite de leurs communautés. On disait alors qu'à circuler sur les routes il n'y avait que les trois 'M', les militaires, les fous (mad) et les missionnaires. Dans la plupart des missions que nous desservions résidaient des sœurs, qui collaboraient avec nous. Mais certaines des sœurs ont été rappelées par l'évêque ou par les supérieures de leur congrégation. Trois d'entre nous résidaient alors à la mission de Kiwaba Nzoji, les Pères João Kuvalala (Angolais), Jean-Etienne Wozniak (Français) et moi-même (Irlandais). Fin avril 1985, nous avons fini par nous retirer à la mission de la cathédrale à Malanje. Nous nous trouvions à 100 kms de Malanje, bien avant les téléphones mobiles; j'avais donc insisté pour que nous restions le plus longtemps possible dans notre mission de Kiwaba Nzoji, et que nous déciderions nous-mêmes si et quand nous devrions nous retirer. Quand nous avons quitté Malanje, les villes voi-

sines avaient été attaquées par l'UNITA et personne à part nous ne dormait plus dans la ville. Quatre jours après notre départ, la ville a été fortement attaquée, y compris notre maison. Les gens qui étaient d'abord étonnés du moment choisi pour notre départ nous ont ensuite félicités d'être restés aussi longtemps que possible et d'avoir choisi de partir juste à temps.

À notre arrivée à Malanje, l'évêque, Eugenio Salessu, n'était pas en ville et est rentré dans la nuit de vendredi. Nous sommes allés le voir samedi matin pour lui expliquer comment nous étions partis juste en nous consultant entre nous. Une heure après, est arrivé, en bicyclette, un messager venant de Kiwaba Nzoji et disant que la ville avait été attaquée la nuit. Cela a calmé un peu notre évêque au sujet de notre décision. Un événement



de la vie de l'évêque m'a fait comprendre plus tard sa réaction. Il est décédé depuis; il était de la tribu Umbundu, du sud de l'Angola, la tribu la plus liée à l'UNITA. Il y avait eu à Malanje un mouvement pour aller tuer l'évêque. Le gouverneur de la province, un ex-prêtre João Bernardo, était venu trouver l'évêque, lui disant qu'il avait un petit avion approvisionné en carburant et prêt à l'emmener à Luanda, pour sa sécurité. L'évêque lui avait répondu qu'il resterait dans sa maison, portant la soutane pour que, s'ils venaient à le tuer, ils sachent qu'ils avaient tué l'évêque. C'est son courage qui lui a fait trouver difficile d'accepter notre départ. Un mois plus tard, le jour de Pentecôte, Jean-Etienne et moi-même étions en route pour Kiwaba Nzoji, pour tenir notre promesse de venir célébrer l'eucharistie le dimanche de Pentecôte, et nous sommes tombés dans une embuscade. Jean-Etienne a été tué sur le coup; j'avais été blessé de quatre balles, puis kidnappé et retenu durant dix jours, à errer dans la forêt.

La pastorale, dans la plus grande partie du diocèse, avait beaucoup changé. Les catéchistes, dont la plupart avaient été formés par nous, étaient à présent ministres référents dans leur zone. Ils administraient les baptêmes et faisaient beaucoup de ce que les prêtres faisaient auparavant. La plupart étaient très dévoués et fidèles à leur poste. Beaucoup de gens avaient migré de la campagne vers la ville pour trouver plus de sécurité, et certains catéchistes s'étaient déplacés avec eux. Si la plupart des catéchistes étaient honnêtes, certains étaient corrompus. Une grande partie de l'animation se faisait désormais par correspondance. Dans le diocèse de Malanje, le P. Bernard Ducrot avait lancé une publication qu'il avait intitulé « *Lettres aux communautés* ». Il s'était inspiré de « *Vida Nuova* », un mensuel du diocèse de Nampula au Mozambique. L'évêque en général y assurait une page. S'y ajoutaient des lettres venues de partout dans le diocèse, des réflexions pour la liturgie dominicale et une page sur la santé, surtout sur les remèdes tirés des herbes. Ce qui nous surprenait, c'est que dans ce temps de grande difficulté de voyage et de communication, cette publication semblait arriver aux destinataires dans toute la région visée. Les gens étaient contents de l'acheminer et ceux qui la recevaient espéraient l'avoir en temps voulu. Les nouvelles de partout

dans le diocèse aidaient les gens à poursuivre leur vie fidèlement, malgré les nombreuses difficultés.

Après l'embuscade où j'avais été blessé, je me suis suffisamment remis pour pouvoir voyager jusqu'en Irlande, pour un temps de convalescence. Durant ma première semaine à la maison, le Provincial m'a demandé de faire partie du conseil de la Province. J'ai insisté sur l'importance de retourner en Angola. Mon père était effrayé à l'idée que je puisse si vite retourner là où, récemment, j'avais été tant blessé. Quand j'étais gamin, je faisais beaucoup de cheval, car mon père avait des chevaux. Il m'a dit un jour que si jamais je me faisais jeter à terre, je devais de suite retourner en selle, pour ne pas devenir peureux. Je lui ai dit que j'étais d'accord avec sa façon de voir et c'était pour ça que j'avais décidé de revenir en Angola. Il a accepté d'être battu



par sa propre sagesse.

À mon retour en Angola j'ai été transféré à Huambo, dans le sud, pour travailler dans la formation. Durant les cinq premières années à Huambo, il y a eu une attaque forte une nuit par semaine. Des amis et des confrères ont été tués. À Huambo on pouvait encore davantage parler des trois « M » à circuler. La ville était plus ou moins assiégée et nous ne pouvions voyager loin de la ville. Des confrères et d'autres prêtres, des sœurs, des catéchistes et d'autres gens ont risqué leur vie quand ils ont voulu rejoindre des communautés isolées. Beaucoup ont payé de leur vie leur générosité et leur courage. La faim étant constante à Huambo, le travail de la Caritas était très important. Je participais souvent au déchargement des avions de fret à l'aéroport et je recevais du maïs et d'autres nourritures importées. Quelques cargos étaient envoyés par notre propre procureur à Luanda, Argentiro Geraldo à l'époque. Je me sentais un devoir de

partager une partie de notre nourriture aux petites gens qui venaient mendier à notre porte. Des confrères sont restés dans leur mission, mais ils étaient très isolés et ne pouvaient venir en ville que très rarement. La guerre les entourait de partout et pourtant ils continuaient à servir les gens. Certains, comme le P. Afonso Moreira à Bailundo, l'ont payé de leur vie. L'Église tenait bon. Le ministère a été très affecté par cette situation. Un jour de Samedi Saint, l'archevêque a allumé le cierge pascal à 16.00 h, parce que les gens ne pouvaient pas sortir après la tombée de la nuit. La formation s'est poursuivie, mais à un certain coût. Un jour qu'un petit convoi de voitures de l'Église ramenait des Séminaristes de Benguela vers Huambo à la fin de vacances, ils sont tombés dans une embuscade. Il y a eu des morts. Ça a convaincu l'évêque de Benguela, qui

avait de nombreux Séminaristes, de construire son propre Séminaire à Benguela.

L'UNITA avait une base, appelée Jamba, dans le sud-est du pays. Il s'y trouvait des prêtres pour servir les gens. Notre confrère Bernard Bongo avait été nommé vicaire épiscopal pour la base et y a passé plusieurs années. D'autres confrères sont partis servir les réfugiés angolais en d'autres pays.

Un chapitre spécial concerne le siège de 55 jours, à Huambo, au

cours duquel nos jeunes confrères en formation se sont retrouvés dans le grand Collège spiritain sans directeurs, car ceux-ci avaient été empêchés de revenir de chez eux. Les jeunes se sont organisés eux-mêmes, instituant une hiérarchie pour répondre aux autorités et aux urgences qui se présentaient. Ils ont accompli un travail remarquable, soignant même les personnes qui leur disaient avoir été envoyées pour les attaquer. Il y a ainsi beaucoup d'histoires de grandeur d'âme, de maturité et de réponses créatives aux terribles difficultés de ces temps.

Mozambique

En 2000, durant mes vacances chez mes parents, me préparant à partir au Mozambique, la télé a fait voir des inondations partout. Une femme a accouché perchée sur un arbre. Ma mère m'a dit : « Et tu vas partir là-bas ? » Je lui ai répondu : « Maman ce n'est pas une guerre ». Elle a été rassurée. À présent, oui, il y a une

nouvelle guerre au Mozambique et un des champs de bataille les plus importants, c'est le district de Bárue, où se trouve notre paroisse. RENAMO, le parti d'opposition le plus fort, est en conflit avec FRELIMO, qui a gouverné le Mozambique depuis 1975. RENAMO a fait un bon score aux dernières élections générales et ils veulent gouverner au moins les zones du pays où ils ont gagné. Ils accusent aussi FRELIMO d'avoir truqué les élections pour s'assurer de gagner au résultat d'ensemble.

Bien que cela ne semble pas une guerre générale, les combats ont lieu surtout sur les routes principales qui traversent le Mozambique, entre les régions à l'ouest de nous et les ports sur la côte de l'Océan Indien, surtout Beira. La route principale (n° 7) qui coupe droit à travers le district de Bárue, et donc notre paroisse, est très fréquentée et chaque jour deux convois sous escorte militaire arrivent du nord, tandis que deux vont vers le sud. La tactique a été de brûler les camions du Malawi et de Zambie, dont les propriétaires menaçaient de ne plus emprunter nos routes s'ils n'étaient pas sous protection. Dans le même temps il y a de nombreux assassinats commis par les gens des deux côtés, et la population est terrorisée.

Le résultat, c'est que bien de villages où



UN DES NOMBREUX PONTS DÉTRUITS DURANT LA GUERRE CIVILE AU MOZAMBIQUE

nous avions des communautés chrétiennes sont maintenant déserts ou occupés par des militaires. Toute activité pastorale dans ces communautés est arrêtée parce que les gens se sont enfuis. Dans quelques grandes villes ou villages les gens vont de l'avant. C'était étrange de constater que durant la visite pastorale, l'évêque parlait aux gens longuement et de sujets difficiles, y compris explicitement de l'actuel conflit, mais sans prendre parti. À la fin il a proposé que les gens puissent s'exprimer, poser des questions ou émettre des objections. Dans la plupart des communautés personne ne se hasardait à dire quoi que ce soit. C'est évidemment dû à la peur d'être dénoncé comme étant d'un parti ou de l'autre. Cette situation a créé de la méfiance à l'intérieur de nos communautés. Les gens sont lassés et beaucoup ont peur d'aller travailler dans leur plantation, ce qui engendre une situation

de faim. En ce moment, entre la menace, le conflit et la crise économique, les gens sont fatigués et tristes.

Nous prions sans cesse pour la paix et appelons les partis à cesser le conflit. Étrangement il nous est plus facile et apparemment plus sûr de voyager vers des communautés rurales éloignées que, pour les gens, d'aller dans une communauté voisine ou participer à des réunions ou autres événements que nous organisons. Les gens des communautés très éloignées, dans le district de Macossa,

n'osent pas voyager parce que ça provoque la suspicion et certains militaires semblent avoir comme principe « en cas de doute, tue ». Des jeunes ont tristement été tués ici, parce qu'ils n'avaient pas tous leurs documents d'identité. Un des points forts de notre pastorale, c'est que nous mettons l'accent sur de petites communautés chrétiennes, très locales, et peuvent donc fonctionner presque comme d'habitude.

Cherchant à donner un sens ou au moins à interpréter ma propre situation après l'embuscade et la mort de missionnaires en Angola, je conclus que Dieu pourrait très bien inventer une autre manière d'accomplir le ministère, sans nous y impliquer, mais il s'est abaissé à nous inviter à collaborer à son plan divin. Quel privilège pour nous et notre réponse ne peut être que gratitude.

LA PRÉLATURE DE TÉFÉ: UN ENGAGEMENT ENVERS LA VIE ET L'ENVIRONNEMENT



Mons. Mário Clemente Neto, CSSp

En avril 2017, nous allons célébrer les 50 ans de l'arrivée du Père spiritain Joaquim de Lange à Tefé qui allait devenir le premier évêque de la Prélatrice. Rappelant sa contribution à cette terre de mission, nous réalisons combien il a œuvré à la promotion de la dignité humaine des populations de cette région, combien il a su aider des personnes à trouver des issues à leurs situations de vie précaire, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Ceci étant, se profilait déjà une pastorale qui allait devenir le fer de lance de la prélatrice de Tefé. Cette pastorale répondait aussi aux engagements de la mission spiritaine : l'engagement au service du développement intégral, de la défense de la nature et de l'environnement.

UNE ÉGLISE AUX CÔTÉS DU PEUPLE

Peu après le Concile Vatican II - auquel Mgr. Joaquim avait participé à toutes les sessions - c'était tenu une assemblée générale de l'Épiscopat latino-américain à Medellín en Colombie. C'est là que

les évêques ont cherché à appliquer les décisions du Concile aux réalités de l'Amérique latine, prenant fermement une option préférentielle pour les pauvres. En 1972, l'épiscopat de l'Amazonie brésilienne se réunissait dans la ville de Santarém pour ajuster ses orientations à l'ensemble de l'Eglise. C'est là que furent décidés "la création des Communautés Chrétiennes de Base comme objectif prioritaire de la pastorale en Amazonie", ainsi que la promotion de "la diversité des ministères," l'engagement pour le «développement humain intégral» et le soutien sans faille "de l'organisme providentiel qui est le CIMI (Conseil Indigéniste Missionnaire)". Peu après,



nommé à Tefé où je retrouvais ce même climat de l'Eglise participative, ministérielle et libératrice. Dans les conseils et assemblées, nous établissions des moyens pour atteindre ces objectifs. Le long des fleuves, nous encourageons le regroupement de maisons pour faciliter l'amélioration des conditions de vie: implantation d'écoles pour les enfants et les adultes, acquisition de générateur d'électricité, introduction de services de santé, etc. Un autre soutien

Tefé et ses prélatures voisines ont lancé un programme de mise à niveau des agents pastoraux: prêtres, religieux et laïcs. De suite à Tefé a été organisée une formation des ministres de célébration dominicales en absence de prêtre. Sur place a été fondé la Radio de l'Education Rurale et initié le Mouvement pour l'Education de Base (MEB) pour l'alphabétisation et l'éducation des populations riveraines. Arrivant en 1980, je trouve cette structure de base déjà bien en place.

UNE FOI ENGAGÉE

Avant d'aller à Tefé comme évêque, j'étais dans le centre-sud du Brésil, où je travaillais dans le diocèse de Divinópolis (état du Minas Geraes), qui avait consacré toutes ses énergies à la formation des communautés dans les zones rurales: des cours et des subventions pour les dirigeants des célébrations, présidents, trésoriers, agents de santé etc. Les laïcs assumaient pleinement leurs places dans l'Eglise. À cette époque, la Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB) prenait de plus en plus une attitude de résistance face à la dictature militaire qui gouvernait alors le pays et donnait son appui entier aux mouvements sociaux, aux Communautés Ecclésiales de Base (CEB) socialement actives et considérées comme une nouvelle façon d'être en Eglise.

À São-Paulo où je travaillais depuis trois ans, Mgr. Paulo Evaristo Arns a soutenu courageusement une pastorale de la défense des droits de l'homme. De là, je fus

pour ces communautés fût: l'organisation de conseil d'administration, de conseil communautaire, la mise en place des célébrations dominicales, de groupes de réflexion sur la Bible. Pour ces groupes, nous avons rédigé une aide sous forme d'imprimé que nous appelions "*Ajuri de la Parole de Dieu*" à distribuer à ceux qui se réunissaient pour lire et partager la Parole de Dieu en communauté. Ajuri est le nom indigène traditionnel donné aux groupes de travaux de préparation des plantations. C'est aussi le nom donné aux travaux pour créer un jardin communautaire en vue de fédérer des ressources pour l'acquisition d'un bien commun.

LA BIBLE ET LA VIE

La lecture de la Bible en AJURI avait deux moments: dans le premier on cherchait à comprendre ce que disait la Bible (la Parole de Dieu dans la Bible), dans le second on cherchait à appliquer celle-ci à la vie (la Parole de Dieu dans la vie). C'est là que se discutait ensuite les différentes situations de vie, à la fois personnelles et communautaires et conjoncturelles. Les décisions prises avaient la caractéristique d'être discutées et partagées en commun et d'être pris en charge dans la foi et donc fortement enracinées dans la vie. Tous se sentaient bien soutenus par la Prélature, l'Eglise. Dans ce processus le travail de la CNBB a été très important, ainsi que celui du MEB, qui en plus de l'alphabétisation donnaient aussi une formation et des explications sur les mécanismes de fonctionnement de la société et sur les droits des citoyens.

LA PRÉSERVATION DES LACS

C'est dans les groupes de réflexion biblique (Ajuri) qu'est né une prise de conscience pour agir ensemble face aux problèmes vécus par les populations. L'un de ces problèmes a été celui de la pêche destructrice et sauvage pratiquée par de grands bateaux équipés d'installations frigorifiques. Grands et petits poissons étaient attrapés. Les

poissons de petites tailles, déjà largement maltraités par les mailles des filets et de faible valeur commerciale, étaient systématiquement rejetés et n'avaient que peu de chance de survie. Pire encore, quand ils trouvaient des bancs de poisson à valeur commerciale plus élevée, des tonnes de poissons morts et déjà stockés étaient alors déversées dans les fleuves provoquant une pourriture insupportable. Les communautés commencèrent bientôt à sentir le manque de poisson, la base même de leur nourriture.

Les communautés se trouvent généralement près d'un lac dont ils dépendent pour leur nourriture. Ces mêmes communautés commencèrent alors à défendre ces lacs et en préservèrent d'autres pour la procréation dans des endroits plus éloignés. Dans ces derniers, ils interdirent l'accès ou quelque activité envahissante pour éviter de faire fuir les poissons. D'autres furent jugés libres d'accès pour la pêche commerciale. Le frère spiritain Falco Michiels fût un des initiateurs de ce mouvement de conscientisation et fut à maintes reprises menacé de mort.

L'ASSISTANCE JURIDIQUE

La lutte a été difficile: la protection juridique était faible devant les hommes d'affaires de la pêche qui faisaient pression sur les autorités. Pour la garde de ces lacs, les membres de la communauté se relayaient jour et nuit. Mais que faire devant ces invasions à répétition? Parfois, ils arrivèrent à empêcher l'accès de ces lacs en réunissant leurs frères embarcations familiales devant les grands bateaux; à certains autres petits envahisseurs ils réussirent à prendre les outils de pêche. Mais une fois emmenés au chef de la police locale, ils ne savaient pas comment agir. Souvent il y avait des arrestations péremptoires. Pour trouver une solution, deux pistes étaient à considérer: d'une part, s'engager pour établir de nouvelles lois et règlements; d'autre part, découvrir toutes les possibilités juridiques déjà existantes.

Dans les années quatre-vingt, après 20 ans de dictature militaire, il y eut une mobilisation pour une nouvelle constitution. L'Eglise, animée par la CNBB, a cherché à encourager la société toute entière à participer, non pas pour accumuler des privilèges pour elle-même, mais pour obtenir de meilleures conditions juridiques pour une société plus juste donnant des chances à tous. De notre côté, nous présentions des amendements qui défendaient la préservation et l'utilisation appropriée des ressources de la nature, tout en nous unissant à d'autres secteurs et mouvements avec des causes semblables: les peuples autochtones, les peuples d'origine africaine, les paysans sans terre, etc. Ce travail a également été





de bateau qui remontait les fleuves et les rivières pour acheter les récoltes de caoutchouc qui fournissait en contrepartie aux cueilleurs ce dont ils avaient besoin. Le "séringueiro" n'avait pas d'alternative, le "regatão" mettait le prix qu'il voulait sur le caoutchouc et sur les produits vendus. La Prélature a conclu un accord avec une organisation pour aider les peuples autochtones et des régions les plus reculées.

intense quand il s'agissait d'établir de nouvelles constitutions (lois organiques) étatiques et municipales.

AGENTS ENVIRONNEMENTAUX VOLONTAIRES

Sur un autre front d'engagement, avec le soutien de certaines organisations, la prélature a organisé une assistance juridique qui a servi la cause de la zone rurale, des Indiens et d'autres domaines encore. Nous avions promu la formation de moniteurs juridiques qui, en l'absence d'avocats, ont donné assistance aux personnes impliquées dans la préservation et des affaires diverses devant les tribunaux. Ils ont beaucoup œuvré dans l'obtention d'aides financières ou de pensions pour les personnes âgées et les personnes handicapées. Cette même assistance juridique avec l'aide du Dr. Queiroz Claudemir, a su organiser des cours de préparation pour des communautés entières pour agir en faveur de la défense des lacs et de l'environnement.

Ce travail de conservation s'est fait connaître dans diverses parties de l'Amazonie en raison des réunions et des assemblées régionales. Les équipes de la Prélature et son assistance juridique ont été sollicitées à aider les organisations dans d'autres régions. On été reçu dans nos cours de formation, les agents environnementaux du Haut Solimões, de Coari, de Lábrea et de Manaus. Par ce biais ont été formés 1.555 agents, selon les données Dr. Claudemir. Plus tard, cette méthode a été reprise dans d'autres régions du Brésil par l'organisme gouvernemental de l'environnement.

LES CUEILLEURS DE CAOUTCHOUC OU LES « SÉRINGUEIROS »

L'extraction du caoutchouc a débouché à un véritable esclavage, et cela même après l'abolition de l'esclavage au Brésil. En 1980, quand je suis arrivé à la prélature, la situation n'a pas été très différente, plus encore, elle s'était aggravée par la dévaluation du caoutchouc. L'ancien propriétaire de la plantation de caoutchouc a été remplacé par le "regatão" : un commerçant propriétaire

Parmi les nombreuses personnes qui nous ont prêté main forte, nous eûmes un grand combattant pour la justice sociale, le père Egon Heck. Il vivait avec les cueilleurs de caoutchouc dans une localité du fleuve Jutai et de là, il réfléchissait avec eux sur leur situation, tout en étant à la recherche de solutions possibles. Ils décidèrent alors de s'organiser sous la forme d'un syndicat. Les distances étaient énormes et le seul moyen de transport était l'embarcation à rame. Suite à cela furent créés des groupes d'habitants à chaque tronçon de fleuve ou de rivière pour construire ensemble dans un lieu donné une maison communautaire avec le matériel local: planche de bois, lianes et feuilles de palmier. Lors des réunions, chaque famille y amenait son hamac pour la nuit, des ustensiles de pêche et de la farine de manioc pour la nourriture. Dans ma première année à la prélature, j'ai remonté le fleuve avec un certain nombre de dirigeants autochtones et syndicaux pour l'inauguration de ces différents bureaux de syndicat. Un voyage de plus de 170 heures et plus de 1.700 km. Joie, nouvelle espérance et fête accompagnaient ces rencontres, car la plupart s'y était rendu après deux jours de voyage sur une frêle embarcation à rame.

Le système syndical était très important pour la formation et la sensibilisation des populations, mais n'avait pas la force de pression nécessaire sur les «patrons» - les soit disant propriétaires de plantations d'arbres à caoutchouc - parce qu'il n'y avait pas de relation entre employeur et employé. C'était, une relation commerciale indépendante. Une fois mis sous pression, le regatão cessait simplement de remonter la rivière et les cueilleurs de caoutchouc restaient sans aucun moyen de survivre. Plus tard, je ressentis personnellement la vulnérabilité dans laquelle ils étaient constamment exposés. Le gouvernement fédéral, dans un effort pour contrôler l'inflation dans

le pays, décréta que la marge des bénéfices des commerçants soit limitée à un certain pourcentage. À cause de cela, les regatões cessèrent de remonter les fleuves et les rivières. Mes visites se heurtaient à des situations désespérées. Rien qu'un exemple parmi d'autres : chaque nuit, une personne devait rester éveillée pour éviter que le feu ne s'éteigne, parce qu'ils n'y avaient plus d'allumettes et que les voisins vivaient très loin.

D'autres solutions ont été engagées pour les cueilleurs de caoutchouc avec l'agriculture, mais les distances vers les centres de consommation étaient trop éloignées. J'ai visité un groupe de personnes qui avaient investi dans une grande production de farine de manioc, mais la distance avec le siège de la municipalité était de cinq jours de voyage : les frais de déplacement et de transport étaient plus élevés que la valeur du produit.

LES « RÉSERVES EXTRACTIVISTES »

Dans l'état de l'Acre, au sud de l'Amazonie, Chico Mendes, un grand leader des cueilleurs de caoutchouc, a proposé la création de "réserves extractivistes" où les résidents récoltent le produit méthodiquement sans détruire l'environnement. Le père spiritain John Derickx, un grand défenseur de la promotion des droits des habitants du fleuve Juruá participa à diverses réunions sur ce sujet et apporta ces nouvelles idées à notre prélature. Nous avons ainsi parrainé la création de diverses "réserves extractivistes" le long des fleuves Juruá, Jutai et Solimões.

Dans les plans de création de ces réserves d'extraction, il y avait de bonnes perspectives. Certaines ont abouti: des lacs mieux gérés, mise en route de réunions de formation; l'introduction d'un quota annuel de poissons pouvant être prélevé et vendu, attribution d'aides spécifiques pendant l'établissement de saisons d'interdiction de pêche ou d'entres saison, etc. Il reste que, cette pêche doit être faite dans l'espace de quelques semaines seulement et le poisson est donc souvent vendu à un prix très bas. L'extraction durable promise de bois qui



avait soulevé un grand espoir, n'a jamais fonctionné après plus de 20 ans d'existence. Les lois sur ces réserves ont été écrites par des techniciens éloignés de la réalité concrète et guidées par un environnementalisme que je qualifierais de fanatique. Dans le conseil d'une réserve dont je fais partie, nous avons lutté sans succès pour obtenir l'approbation d'un plan de gestion pour le bois. Seule l'utilisation des arbres tombés et morts a été approuvée. A été mis en place alors un atelier pour fabriquer des objets de marqueterie. Divers bois sont nécessaires pour cela : des bois foncés plus présents dans le cœur des arbres et des bois clairs présents dans des arbres fraîchement coupé. Mais obtenir la coupe de ce dernier est interdit! Aussi pour faire usage des bois mort, ces derniers doivent être marqués par un dispositif GPS qui relève les coordonnées exactes du tronc à Manaus, la capitale de l'état situé à plus d'un millier de kilomètre. C'est après tout ce processus seulement que peut se faire une demande de réquisition du bois, qui ne sera peut-être jamais approuvé! Une bureaucratie sans fin!

D'AUTRES MODÈLES DE PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

En plus du modèle des "réserves extrati-

vistes", il existe d'autres types de réserves comme les "réserves biologiques", les "forêts nationales", les "réserves de développement durable" et d'autres encore. Les pratiques initiées dans les communautés de la Prélature de Tefé étaient très importantes pour l'ensemble de ces modèles créés dans notre région. En plus de l'organisation et de la formation des communautés, nous sommes heureux que les principaux chefs de file dans ce travail aient été ceux formés par la Prélature. Ils montrent une grande capacité et de l'expérience dans l'organisation des communautés, dans les relations avec les autorités, dans les discussions menées en groupes et en assemblées plus larges.

Il est également important de souligner la présence précieuse des spiritains tout au long de ce processus de préservation de l'environnement, l'importance de leur engagement se perçoit mieux encore dans la phase actuelle. Leur contribution se fait nécessaire pour que ce

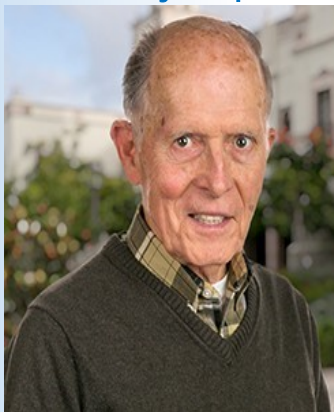
processus soit fécondé par des valeurs chrétiennes. Parmi ces valeurs, nous nous souvenons surtout du respect de la personne humaine, l'attention à ce que les bénéfices soient mis à disposition de tout le monde et ne retombent pas seulement dans les poches de petits groupes de privilégiés. Il est facile de percevoir les intérêts propres des groupes économiques et de pays derrière des contributions financières importantes aux organisations de protection environnementales. La contribution chrétienne du spiritain est indispensable dans cette cause.



DIALOGUE INTERRELIGIEUX

NOTRE TEMPS : ÂGE DE SÉCULARISATION OU CENTENAIRE DE DIEU ?

Bill Headley CSSp



Durant un voyage de recherche en Thaïlande, en 2012, je me trouvais sur un pont au-dessus d'une petite rivière. Elle traversait un des monastères hindous les plus connus de Bangkok. Sur la rive, un petit groupe de gens, attristés, entouraient un corps enroulé dans un tissu et couché sur le ventre. Le défunt reposait sur une structure de métal haute de quelques pieds. Soudain une flamme jaillit. La crémation commençait.

De temps immémorial, des gens ont réfléchi sur la trajectoire de la vie : on naît, on grandit, on fait l'expérience de joies et de déceptions tout au long du voyage, on vieillit et finalement on meurt. Puis la lancinante question : « c'est tout ce qu'il y a dans l'existence ? »

Les religions sont l'institution sociétale vers laquelle les gens se tournent quand ils sont confrontés à de tels impondérables. Depuis le XVII^e et le XVIII^e siècle, avec la forte attaque de la modernité, les traditions de foi semblaient graduellement mais sûrement perdre leur place de grand arbitre. Le fameux sociologue américain des religions, Peter Berger, avait prédit « qu'au XXI^e siècle les croyants religieux ne se trouveraient sans doute que dans de petites sectes, agglutinés entre eux pour résister à une magnifique culture séculaire. »

Durant un voyage de recherche en Thaïlande, en 2012, je me trouvais sur un pont au-dessus d'une petite rivière. Elle traversait un des monastères hindous les plus connus de Bangkok. Sur la rive, un petit groupe de gens, attristés, entouraient un corps enroulé dans un tissu et couché sur le ventre. Le défunt reposait sur une structure de métal haute de quelques pieds. Soudain une flamme jaillit. La crémation commençait.

De temps immémorial, des gens ont réfléchi sur la trajectoire de la vie : on naît, on grandit, on fait l'expérience de joies et de déceptions tout au long du voyage, on vieillit et finalement on meurt. Puis la lancinante question : « c'est tout ce qu'il y a dans l'existence ? »

Les religions sont l'institution sociétale vers laquelle les gens se tournent quand ils sont confrontés à de tels impondérables. Depuis le XVII^e et le XVIII^e siècle, avec la forte attaque de la modernité, les traditions de foi semblaient graduellement mais sûrement perdre leur place de grand arbitre. Le fameux sociologue américain des religions, Peter Berger, avait prédit « qu'au XXI^e siècle les croyants religieux ne se trouveraient sans doute que dans de petites sectes, agglutinés entre eux pour résister à une magnifique culture séculaire. »

Les événements ne se sont pas déroulés comme Berger et d'autres l'avaient prévu. Il est vrai que l'Ouest a vu se développer la sécularisation. Mais ce n'est pas forcément un baromètre valable pour le monde. Cela conduit à plusieurs constatations importantes concernant la religion en notre temps.

LA RÉSURGENCE DE LA RELIGION

Il y a eu, dans les 40 ou 50 dernières années, un bouleversement mondial concernant la religion. Selon une étude du *Pew Research Center*, en 2012, le paysage mondial d'adhérence à une religion est monté de 50% en 1900 à 64% en 2000 : « mondialement plus de huit personnes sur dix se reconnaissent d'un groupe religieux ». Une bonne partie de cette croissance, bien sûr, peut être attribuée à des dynamiques démographiques.

THÉOLOGIE POLITIQUE

Durant cette période de croissance, la religion est passée de la dévotion privée à la motivation pour une action publique et politique. Les années récentes ont vu des acteurs religieux sortir de leurs maisons et de leurs salles de célébrations privées vers une expression sociale dans les médias et les forums publics.



CÉRÉMONIE HINDOUE DE LA CRÉMATION

CONNAISSEURS DE TECHNOLOGIES

Les moyens modernes de transport, la communication et le transfert financier semblaient devoir remiser les croyants et leurs traditions de foi dans la poubelle de l'histoire. Mais, bien au contraire, les acteurs religieux et les groupes religieux ont fait des outils pour s'exprimer, pour recruter et intimider. La destruction sophistiquée du 11 septembre en est une preuve irréfutable.

La religion et les acteurs religieux sont profondément impliqués dans les mouvements militants de notre temps. Les érudits rechignent à appeler « religieux » par nature des conflits qui s'ensuivent. Ils ne veulent pas non plus parler d'une forme de réductionnisme qui exclut la religion et attribuent les causes de la violence à la privation économique, aux despotes et à la jeunesse mécontente.

C'est le travail d'une sous-discipline de la construction interreligieuse de la paix que de fournir les outils éclairants pour rechercher un domaine d'enquête, pour enseigner et pour servir, en des situations où la religion est un facteur important dans un violent conflit. Elle y réussira le mieux si elle s'efforce de devenir partie

intégrante du domaine voisin qu'est la construction de la paix. Et si, en retour, elle est bienvenue comme collaboratrice importante dans la recherche pour la paix.

Les leçons apprises de mon champ de travail personnel, des étudiants et des collègues sont riches et de plus en plus profondes. Une religieuse nigériane qui travaille avec Boko Haram a parlé de la force de motivation que représente la religion islamique pour eux. Elle a dit comment

sa foi a influencé sa propre façon de construire la paix. C'est au Rwanda, peu après le génocide que, au cours d'un processus indigène de réconciliation (gatchacha) dans un village, j'ai perçu la foi de gens débattant de violations humanitaires dans leur communauté.

Avec la nature changeante de la guerre, le rôle des femmes religieusement motivées comme modératrices de paix est de mieux en mieux connu. Nous autres, à la *Kroc School* apprenons beaucoup chaque année des exemples rapportés à notre réunion, où nous invitons quatre femmes modératrices de paix venant de partout dans le monde, pour qu'elles nous parlent de leur travail. Les capacités remarquables des leaders religieux sont de mieux en mieux comprises et l'on fait intentionnellement appel à eux. En somme, nous mesurons toujours plus, comme jamais auparavant, le rôle et l'efficacité de la religion, avant, durant et après un violent conflit.

Oui, la religion change en nos temps, mais pas dans le sens ni avec les implications que beaucoup attendaient. En tant que constructeur de la paix, il est intéressant d'observer ces courants et ces mouvements, avec l'espérance qu'ils vont ouvrir de nouvelles voies vers la paix.

VOS COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS POUR L'AMÉLIORATION DE LA LETTRE JPIC/IRD SONT LES BIENVENUS. SENTÉZ-VOUS LIBRES DE COMMENTER ET DE NOUS RAPPORTER CE QUE VOUS AVEZ ENTREPRIS

POUR FAIRE PROGRESSER LE SERVICE SPIRITAINE DE JPIC/IRD.

ENVOYEZ-LES MOI : JUDE NNOROM CSSP SUR jplic@cssproma.com

Un grand merci à nos traducteurs, e à Angi Lepore (rédaction) et à tous les collaborateurs de JPIC & IRD!